



## BULLETIN EXPRESS

### SESSION DE FORMATION EN ANALYSE FINANCIERE: mieux comprendre pour mieux intervenir

Les changements de structures des écoles, les restrictions budgétaires et le projet de privatisation des organismes publics, mis de l'avant par le gouvernement posent un nouveau défi au syndicalisme des maisons privées: **COMPRENDRE LES PRATIQUES ADMINISTRATIVES ET LEURS IMPLICATIONS POUR INTERVENIR PLUS EFFICACEMENT SUR LES ORIENTATIONS QUI DETERMINENT LES CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT...**

Vendredi, 19 septembre, au sous-sol de la CSN, à Montréal avait lieu une séance de formation en analyse financière. Cette session donnait suite à la demande des syndicats du privé-demandes formulées lors de la tournée et reprises lors de l'atelier sectoriel de juin à l'occasion de la présentation du dossier sur les changements de structures; animée par Mario MONETTE du Service de la Recherche de la CSN, cette session visait à outiller les syndicats locaux en matière d'analyse financière: élaboration, interprétation et comparaison d'états financiers et de bilans.

#### une nouvelle forme de présentation des états financiers

Dans un premier temps, les participants ont abordé les différentes étapes de la production des bilans financiers (journal de bord, grand livre, états financiers et enfin bilan): la mécanique générale de comptabilité en milieu scolaire privé. Cette étape a débouché sur l'introduction au nouveau mode de présentation des états financiers auquel doivent désormais souscrire les établissements: ce nouveau mode tient compte des exigences du principe d'imputabilité des dépenses. La session a aussi fait ressortir le rapport entre la nouvelle forme de présentation des états financiers et la nouvelle politique de financement et de pratiques budgétaires mis de l'avant par la Direction Générale des Finances (DGF) pour les établissements publics et privés.

#### des choix administratifs... des choix pédagogiques

La deuxième partie de la session a davantage porté sur la lecture plus structurelle des budgets pour apprendre (à partir de cas précis) à:

- dégager et calculer les indices de solvabilité de l'établissement;
- situer et confronter les perspectives pédagogiques et les choix administratifs qui les conditionnent (hypothèques, pratiques de financement à plus ou moins long termes...);
- établir des perspectives de revenus de l'institution.

Nous avons de plus abordé certains aspects rattachés aux nouveaux modes de gestion des établissements privés en considérant les objectifs de standardisation privée/publique, santé/enseignement, et l'évolution de la concurrence inter-établissements privé/privé et privé/public. Nous avons touché la question du financement gouvernemental: valeur locative et per capita.

L'ensemble des échanges nous a permis d'explicitier les diverses perspectives en matière de rétrocession des établissements privés aux lafcs qu'il s'agisse de rétrocession complète ou partielle, ou en matière de réorganisation administrative.

(suite au verso...)

Nous avons également abordé la question d'une nécessaire consolidation financière des institutions en matière de gestion du court et long terme, du contrôle des revenus et dépenses et du contrôle de l'avoir propre de l'institution en termes d'immobilisation et de capacité d'emprunt.

Finalement, nous avons considéré certaines données inhérentes au financement public des institutions privées: la part des subventions gouvernementales, frais de scolarité et autres...

RENOUVELLEMENT DE MANDAT: les suites du bilan 85-86...

Le Conseil de juin a renouvelé la libération d'un militant du privé - Luc LACHAPELLE - pour terminer les points du mandat élaboré l'an dernier et donner suite aux recommandations du bilan adopté au Conseil. Les principaux points à l'agenda: terminer le dossier sur les changements de structures, mettre à jour les tableaux comparatifs élaborés l'an dernier et produire les tableaux annoncés cette année (tâche, libérations syndicales, commission pédagogique et départements); enfin un dossier sur la pré-retraite et les avenues pour les syndicats du privé sera amorcé en janvier 1987.

SOUS-COMITE ECOLE SECONDAIRE: un discours sur l'enseignement secondaire et des ateliers-école ...

Le sous-comité s'est penché sur l'élaboration d'un plan de travail pour 86-87: les grandes lignes ont été tracées. Un premier atelier école sur l'enseignement secondaire est prévu pour l'automne. A suivre...

Pierre MERCIER et Luc LACHAPELLE font partie du sous-comité. Gilles BUREAU nous quitte pour siéger à l'exécutif du Petit Séminaire... Pierre MATHIEU sera nommé au prochain Bureau Fédéral en remplacement de Gilles BUREAU.

BUREAU FEDERAL: des postes à combler...

Cette année, Michel BEAULIEU et Luc LACHAPELLE assurent la représentation du privé... Il est essentiel de compléter les deux (2) postes vacants pour assurer la présence du privé au Bureau Fédéral, compte tenu des difficultés de participation que pose pour les membres du Bureau l'utilisation des horaires continus. Pour tous renseignements, contactez Luc LACHAPELLE 514-598-2244 à frais virés.

LA PARTICIPATION: 4 syndicats sur 19 présents au dernier atelier sectoriel !

Le faible taux de participation à la session de formation en analyse financière (7 syndicats représentés) et au dernier atelier sectoriel (4 syndicats représentés) de même que la difficulté "chronique" à combler les postes au Bureau Fédéral et aux divers comités ne sont pas sans soulever certaines interrogations... En effet, comment expliquer un si faible taux de participation ce, en dépit que les sujets traités aient fait l'objet de demandes expresses des syndicats locaux ? Comment justifier la pertinence d'affecter des fonds et des énergies au privé quand on constate le peu de participation aux rencontres.

Qu'est-ce que négocier dans le privé ? Quel impact aura la vague de privatisation du réseau public ? Quel intérêt avons-nous à outrepasser le stade local des négociations ? Toutes ces questions feraient l'objet de discussion lors de l'atelier sectoriel du Conseil fédéral de fin novembre.

PLANIFIEZ VOTRE PRESENCE POUR LE CONSEIL FEDERAL  
DES 27-28-29-30 NOVEMBRE 86  
AU HOLIDAY INN CENTRE-VILLE, QUEBEC

CALENDRIER D'AUTOMNE:

9-10 octobre: session santé-séc. (Lois 17 et 42)  
16 octobre: lancement du cahier pédagogique  
sur la paix et le désarmement  
20-24 octobre: semaine de la santé-sécurité  
fin octobre: atelier école privé  
7-8 novembre: session paix et désarmement

**DECRET**